

cience de ses intérêts et de ses traditions, tendra d'un effort inlassable à s'assurer la liberté des Détroits, à tenir « la clé de sa maison »¹ : seul le triomphe d'une révolution fédéraliste pourrait l'amener à oublier momentanément une politique dont la nature et l'histoire lui ont jusqu'ici fait une nécessité.

Ainsi la Russie et l'Angleterre n'étaient pas libres d'avoir ou de n'avoir pas une politique et des intérêts engagés dans la question d'Orient : une politique orientale était, pour l'une comme pour l'autre, la conséquence de leur situation dans le monde ; elles ont été, et, jusqu'à ce que les conditions de leur existence politique ou économique viennent à subir un changement radical, elles resteront les premières intéressées au sort de Constantinople et de tout l'Empire ottoman. Les intérêts de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans sont devenus considérables, mais on a toujours pu, on peut encore concevoir, en ce qui concerne la monarchie austro-hongroise, d'autres directions pour sa politique, d'autres emplois pour ses énergies ; pour elle, la question des Détroits ne se pose pas, et il n'y a pas, entre ses intérêts et ceux de la Russie, incompatibilité irréductible : Salonique et Constantinople peuvent devenir, pour ainsi dire, deux solutions de la question d'Orient ; le sort de l'une n'est pas fatalement lié à celui de l'autre. Aussi a-t-il existé, à diverses reprises, des ententes et des combinaisons entre la politique russe et la politique austro-hongroise, tandis qu'il n'y en avait pas eu, jusqu'à ces derniers mois, entre la politique anglaise et la politique russe. De leur antagonisme sont sorties jusqu'à présent toutes les crises de la question d'O-

1. Voyez, dans les *Pensées et Souvenirs* de Bismarck, le chapitre intitulé : *la politique future de la Russie*, II, pp. 306 et suivantes. (Paris, Le Soudier, 1899. 2 vol. in-8°. Trad. Jœglé.)